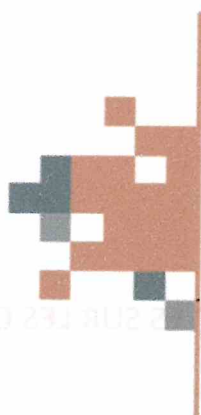


Gérard FRANCOIS
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Christophe DUPIT
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Marc REGNOUX
Commissaire aux comptes



**CONSERVATOIRE D'ESPACES
NATURELS D'Auvergne
CEN D'Auvergne**

MAISON DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
17 AVENUE JEAN JAURES

63200 MOZAC

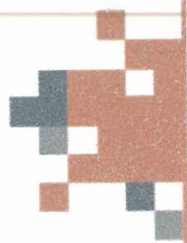
N° SIRET : 344 896 998 00020 APE : 9104 Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

DQ 301 – V1 – 31/03/2020

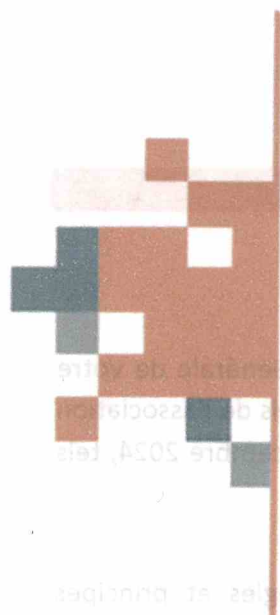




SOMMAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

- I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**
- II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**
- III – VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES**
- IV – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**
- V – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**



RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'Assemblée Générale

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre association du 1^{er} juin 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association d'Espaces Naturels Auvérain relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association Conservatoire d'Espaces Naturels Auvérain, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous examinons que les éléments que nous avons considérés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent vis-à-vis de ces données sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans les règles de l'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'adoption de notre rapport.

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre association du 1^{er} juin 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants qui soulignent le caractère spécifique de votre association :

- 1°) – la comptabilisation de fonds dédiés, explicitée en page 23 de l'Annexe ;
- 2°) – la note en page 22 de l'Annexe sur les engagements de retraite ;
- 3°) – la note en page 21 de l'Annexe sur les provisions pour risques et charges ;
- 4°) – la note en pages 22 et 23 de l'Annexe sur la valorisation des contributions volontaires ;
- 5°) – la note en page 23 de l'Annexe sur les productions immobilisées.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ✓ La distinction entre subventions de fonctionnement et subventions d'investissement ;
- ✓ L'évaluation des productions immobilisées pour un montant de 250 288 € sur l'exercice ;
- ✓ La distinction entre fonds dédiés (230 258 € au 31/12/2024) et produits constatés d'avance (4 285 559 € au 31/12/2024) ;
- ✓ La constitution de provisions pour risques et charges pour 400 962 € au 31/12/2024 ;
- ✓ La valorisation du bénévolat pour 132 296 € pour l'année 2024.

III – VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

IV – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne, qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent de fraudes.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 17 avril 2025.

V – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- ✓ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- ✓ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- ✓ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- ✓ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Enval, le 12 Mai 2025

Christophe DUPIT

Signé par Christophe Dupit
Le 10/07/2025

Associé

Commissaire aux Comptes

**Membre de la Cie Régionale
de Lyon-Riom**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Bilan et compte de résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement	65 915	65 915			3 251	0,04
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 083	14 083	0	0,00	0	0,00
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles	900 816	375 310	525 507	4,99	586 382	6,42
. Immobilisations incorporelles en cours	138 932		138 932	1,32	96 642	1,06
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	3 235 826	262 439	2 973 387	26,22	2 509 653	27,46
. Constructions	185 132	73 178	111 953	1,06	117 984	1,29
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	198 329	143 238	55 091	0,52	64 997	0,71
. Autres immobilisations corporelles	223 913	180 125	43 788	0,42	39 395	0,43
. Immobilisations corporelles en cours	399 427		399 427	3,79	586 264	6,41
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	2 479		2 479	0,02	2 463	0,03
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	6 300		6 300	0,06	3 280	0,04
. Autres						
TOTAL (I)	5 371 153	1 114 289	4 256 864	40,41	4 010 312	43,88
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	8 943		8 943	0,08	8 974	0,10
Avances et acomptes versés sur commandes	9 205		9 205	0,09	397	0,00
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	403 329		403 329	3,83	625 397	9,03
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	5 534 312		5 534 312	52,53	4 124 371	45,12
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	299 400		299 400	2,84	157 927	1,73
Charges constatées d'avance	22 972		22 972	0,22	12 533	0,14
TOTAL (II)	6 278 160		6 278 160	59,59	5 129 598	56,12
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	11 649 313	1 114 289	10 535 024	100,00	9 139 910	100,00

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires					
. Fonds propres complémentaires		12 000	0,11	12 000	0,13
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
. Réserves statutaires ou contractuelles					
. Réserves pour projet de l'entité		402 466	3,82	353 415	3,87
. Autres		1 371 412	13,02	1 371 412	15,00
Report à nouveau		5 342	0,05	-49 450	-0,53
Excédent ou déficit de l'exercice		211 910	2,01	103 843	1,14
Situation nette (sous total)		2 003 131	19,01	1 791 220	19,60
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement		2 853 884	27,09	2 478 011	27,11
Provisions réglementées					
TOTAL (I)	4 857 014	46,10	4 269 231	46,71	
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés		230 258	2,19	313 037	3,42
TOTAL (II)	230 258	2,19	313 037	3,42	
PROVISIONS					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
TOTAL (III)	400 962	3,81	180 376	1,97	
DETTES					
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Emprunts et dettes financières diverses		357 606	3,39	637 692	6,98
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		7 702	0,07	6 432	0,07
Dettes des legs ou donations		121 323	1,15	132 096	1,45
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		262 661	2,49	241 685	2,64
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 040	0,05		
Autres dettes		6 898	0,07	5 683	0,06
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance		4 285 559	40,68	3 353 678	36,69
TOTAL (IV)	5 046 790	47,90	4 377 266	47,69	
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	10 535 024	100,00	9 139 910	100,00	
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%	
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	10 445		9 281		1 164	12,54
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens	1 340		7 204		-5 864	-81,39
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	718 446		835 927		-117 481	-14,04
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	2 338 799		1 578 607		760 192	48,16
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels	48 585		59 813		-11 228	-18,76
- Mécénats	226 550		215 924		10 626	4,92
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières	71 404		43 626		27 778	63,67
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	1 874		34 555		-32 681	-94,57
Utilisations des fonds dédiés	115 459		62 859		52 600	83,68
Autres produits	250 498		629 557		-379 059	-60,20
Total des produits d'exploitation (I)	3 783 400		3 477 352		306 048	8,80
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	886 126		1 233 448		-347 322	-28,15
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	142 331		124 783		17 548	14,08
Salaires et traitements	1 436 012		1 303 982		132 030	10,13
Charges sociales	529 380		477 729		51 651	10,81
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	302 096		211 756		90 340	42,66
Dotations aux provisions	222 460		10 000		212 460	N/S
Reports en fonds dédiés	32 680		150 721		-118 041	-78,31
Autres charges	7 546		6 472		1 074	16,59
Total des charges d'exploitation (II)	3 558 631		3 518 892		39 739	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	224 769		-41 541		266 310	641,08
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif	35		19		16	84,21
Autres intérêts et produits assimilés	355				355	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)	390		19		371	N/S
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	12 096		28 789		-16 693	-57,97
Différences négatives de change	1				1	N/S
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements						
Total des charges financières (IV)	12 097		28 789		-16 692	-57,97
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-11 707		-28 770		17 063	59,31
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	213 062		-70 311		283 373	403,03

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)Exercice clos le
31/12/2024
(12 mois)Exercice précédent
31/12/2023
(12 mois)Variation
absolue
(12 mois)

%

PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	310	174 155	-173 845	-99,81
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	310	174 155	-173 845	-99,81
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	959		959	N/S
Sur opérations en capital	503	1	502	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 462	1	1 461	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 152	174 154	-175 306	-100,65
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	3 784 100	3 651 526	132 574	3,63
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 572 190	3 547 683	24 507	0,69
EXCEDENT OU DEFICIT	211 910	103 843	108 067	104,07

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	132 296	137 061		
TOTAL	132 296	137 061		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole	132 296	137 061		
TOTAL	132 296	137 061		

Annexe aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 10 535 024 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 211 910,07 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration.

L'objet social du Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne est le suivant : préserver avec l'ensemble des parties prenantes des territoires le patrimoine naturel et les services environnementaux qu'ils nous procurent : voilà l'objectif du Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne. En quelque sorte, contribuer à réconcilier l'homme et la nature et laisser aux générations futures des territoires vivants.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'action du Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne repose sur la maîtrise foncière et d'usage de sites naturels : en achetant des parcelles ou en signant des conventions avec les propriétaires, il constitue un réseau de sites préservés.

Le CEN Auvergne s'appuie sur une approche concertée, au plus près des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des territoires. Il tisse ainsi des relations partenariales complémentaires avec tous les acteurs de la biodiversité, à travers l'animation de projets de territoire.

Les missions du CEN Auvergne :

- Connaître : le CEN Auvergne s'appuie sur son expertise scientifique afin de mettre en place des actions de préservation des espaces naturels. Cette connaissance s'acquiert sur le terrain, par des études et inventaires et se fait en synergie avec d'autres organismes partenaires.

- Protéger : le CEN Auvergne constitue un réseau de sites préservés en devenant propriétaire (maîtrise foncière) ou en obtenant l'accord des propriétaires (maîtrise d'usage). En pratique, il cible des espaces naturels présentant des richesses écologiques, géologiques ou paysagères. Il en fait ensuite l'acquisition ou négocie l'accord des propriétaires par la signature de conventions. Le CEN Auvergne possède ainsi un ancrage territorial fort, en concertation avec les acteurs locaux.

- Gérer : les actions de gestion du CEN Auvergne reposent sur la mise en place, pour les sites gérés, d'un plan de gestion écologique. Elles se présentent sous différentes formes : travaux d'entretien, restauration, fauchage, pâturage, ou parfois... la non intervention ! Reposant sur un état de l'existant et du contexte dans lequel s'inscrit le site, ce document ressource planifie pour les années à venir, les actions à initier pour préserver la biodiversité. Ces dernières, validées par le Conseil Scientifique, sont imaginées dans l'intérêt du bien commun, en tenant compte des enjeux sociaux et économiques du territoire. Ces plans de gestions sont concertés et partagés avec les acteurs en place, pour que le projet soit celui de tous ! Beaucoup de sites du CEN sont également laissés en libre évolution : la nature y retrouve plus de liberté.

- Valoriser : la préservation des espaces naturels passe également par la sensibilisation à la nature ! L'entretien des espaces naturels participe également à l'attractivité touristique des territoires : le CEN Auvergne décline des outils d'informations sur les sites qu'il préserve, et propose chaque année un calendrier d'animations pour faire découvrir sur le terrain, la richesse de notre patrimoine.

- Animer : le CEN Auvergne accompagne les politiques environnementales nationales et territoriales : Natura 2000, Espaces naturels sensibles, schéma régional de cohérence écologique (SRCE), trame verte et bleue... A ce titre, et en lien étroit avec les collectivités locales, il participe aux projets de territoire visant la gestion des milieux naturels et le développement durable.

Description des moyens mis en œuvre :

- 217 sites gérés, superficie de 1604 hectares
 - Allier : 16 sites, 169 hectares
 - Cantal : 21 sites, 119 hectares
 - Haute-Loire : 43 sites, 122 hectares
 - Puy-de-Dôme : 137 sites, 1194 hectares
- 3 pôles territoriaux (Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire)
- 39 salariés
- 16 administrateurs
- 400 adhérents

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par l'Autorité des Normes Comptables.

L'exercice clos le 31 décembre 2020 était le premier exercice d'application du règlement n° 2018-06 applicable aux associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Aucune dépréciation n'a été constatée.

Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Depuis le 31 décembre 2019, des provisions pour charges sont constituées dans le cadre des subventions en fonds européens FEDER pour lesquelles il existe un risque de non prise en charge des dépenses engagées.

Au 31 décembre 2024, cette provision a été reprise pour 1 874 €. Elle est ainsi totalement soldée.

Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Le passif social concernant les indemnités de fin de carrière s'élève à 400 962 € au 31 décembre 2024. Il a été calculé selon la méthode suivante :

- la convention collective prévoit le versement d'une indemnité de départ à la retraite pour les salariés sur la base indicative de 25% de salaire par année de présence dans l'entreprise.
- taux de charges sociales patronales appliqué : 50%
- taux d'actualisation financière : aucun taux appliqué
- taux d'évolution salariale : aucun taux appliqué
- taux de turnover : aucun taux appliqué
- taux de mortalité : aucun taux appliqué

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2015, l'association CEN Auvergne a pris la décision de constater une partie de ses engagements pour départ à la retraite sous forme de provisions.

Une dotation de 222 460 € a été comptabilisée au 31 décembre 2024, elle s'élève ainsi à la somme de 400 962 € au 31 décembre 2024.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Subventions d'investissement

Ces dernières étaient comptabilisées depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013 en compte 1026.

Suite à la mise en place du nouveau règlement comptable, ces subventions ont été reclassées au 31 décembre 2020 en compte report à nouveau pour un montant de 1 378 423,19 €.

Depuis le 1er janvier 2020, les subventions d'investissement sont toutes comptabilisées en compte 131.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes s'élève à 5 740 € TTC au 31 décembre 2024.

Contributions volontaires

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes.

En 2014 et pour la première fois, le bénévolat a été comptabilisé dans les comptes de l'Association dans des comptes de charges et de produits de la classe 8. Cette comptabilisation n'a aucune incidence sur le résultat.

Cinq types d'actions bénévoles ont été répertoriés à savoir le bénévolat en tant que tel, le bénévolat des membres du Conseil d'Administration, le bénévolat du Conseil Scientifique, le bénévolat des chantiers des lycées partenaires et le bénévolat des Conservateurs de sites. Pour les quatre premières catégories, les heures valorisées sont issues d'un relevé mis en place par l'Association. En revanche, pour la dernière catégorie, il s'agit d'une évaluation.

L'association a recensé un total de 494 bénévoles actifs sur 2024.

Le montant du bénévolat valorisé pour 2024 est de 132 296 € (6 195 heures ou 885 journées). Pour mémoire, en 2023, ce bénévolat représentait 137 061 € (5 503 heures ou 786 journées).

Autres contributions volontaires

Sur l'année 2023, le CEN Auvergne a accueilli des volontaires en Service Civique.

Leur engagement représente : 1 504 heures sur l'année.

Production immobilisée

Le mode de financement de certains projets a été modifié à partir de 2017. En effet, la nouvelle région Auvergne Rhône Alpes finance ces derniers sous la forme de subvention d'investissement.

A ce titre, les dépenses liées à ces projets sont comptabilisées en immobilisations. Les charges de personnel et de structure sont valorisées au coût journalier. Les charges directes sont suivies par la comptabilité analytique. En contrepartie, une production immobilisée est enregistrée pour le même montant.

La subvention, quant à elle, est enregistrée en compte de subvention d'investissement et sera intégrée au résultat de l'association selon le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation.

Les projets commencés mais non terminés ont été comptabilisés en « immobilisations en cours » et en production immobilisée à hauteur des dépenses réalisées à la date de clôture.

Fonds dédiés

Ce compte enregistre la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, pour une année considérée, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
313 037	115 459	32 680	230 258

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	980 744	201 487	62 484	1 119 748
Immobilisations corporelles	3 843 970	643 139	244 483	4 242 627
Immobilisations financières	5 743	5 015	1 980	8 775
TOTAL	4 830 457	849 641	308 947	5 371 153

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	62 665	3 251		65 915
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	231 805	157 588		389 393
TOTAL I	294 470	160 839		455 308
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	234 891	100 726		335 617
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	128 286	22 967	8 015	143 238
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	68 840			68 840
Matériel de transport	47 439	10 323		57 761
Matériel de bureau et informatique	46 219	8 394	1 090	53 524
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	525 676	142 409	9 105	658 980
TOTAL GENERAL (I+II)	820 146	303 248	9 105	1 114 289

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	8 974		31	8 943
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	8 974		31	8 943

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	1 933
Produits d'exploitation	5 523 082
Subventions/financements	9 297
Autres produits à recevoir	5 534 312
TOTAL	

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	12 000				12 000
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 724 827	49 052			1 773 879
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-49 447	54 791			5 342
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	103 843	-103 843	211 910		211 910
Dont générosité du public					
Situation nette	1 791 220	0	211 910		2 003 131
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	2 478 011		797 963	422 090	2 853 884
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	4 269 231	0	1 009 873	422 090	4 857 015
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		5 342
SOLDE		5 342

05 APR 1999